



THE CHASE AT  
THE HOUSE OF THE CHASE  
IN THE GARDEN HOUSE  
PART

A20c

36 pamphlets.



John Carter Brown  
Library  
Brown University

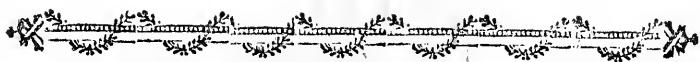


( 4 )

d'où, malheureusement, il serait possible de conclure, (a dit M. DE COCHEREL), que ce Décret d'inviolabilité ne serait qu'un Décret d'insolvabilité, ce qui est assurément contre l'intention du premier moteur de ce Décret ; ce qui blesserait infiniment la dignité de l'Assemblée Nationale.

---

A Paris, chez CLOUSIER, Imprimeur du ROI,  
rue de Sorbonne.



## OBSERVATIONS

*DE M. DE COCHEREL, Député de Saint-Domingue, à l'Assemblée Nationale, sur le Mémoire du Ministre de la Marine, renvoyé au Comité des Douze.*

SI j'avois pu monter à la Tribune, & me faire entendre, je vous aurois dit, Messieurs, que les trois causes principales qui ont occasionné l'insurrection qui règne à Saint-Domingue, sont :

1°. Le despotisme ministériel qui n'a cessé d'exercer dans nos Colonies, le pouvoir arbitraire, dans ces tems orageux, même où son sceptre se brisoit de toutes parts avec le succès de l'impunité.

2°. LA rigueur des loix prohibitives qu'on a cherché à maintenir dans un tems de disette & de calamités, au lieu de céder prudemment à l'empire des circonstances, & d'accorder des subsistances sollicitées infructueusement pendant six mois consécutifs.

3°. LES alarmes répandues , de toutes parts , dans les Colonies , par les écrits incendiaires des Amis des Noirs érigée, pour ainsi dire , en Tribunal dans le sein même de la Capitale , qui se glorifie d'avoir à sa tête MM. Necker , de la Fayette & de la Rochefoucault , & dont les Membres les plus accrédités siègent parmi vous, Messieurs. Votre silence à l'égard de cette secte & votre Déclaration des Droits de l'Homme, ont peut-être aussi exagéré, aux yeux des Propriétaires Planteurs , les dangers dont ils étoient menacés.

VOILA , sans doute , Messieurs , les causes majeures qui ont fécondé les germes du mécontentement général ; mais une autre cause , plus réelle peut-être , vous échappe dans ce moment : vous la trouverez dans les principes politiques de la rivale de la France , liés aujourd'hui au système philosophique de cette liberté universelle , dont l'Angleterre n'a jetté que les premières bases , sans vouloir élever l'édifice qu'elle a abandonné à l'esprit imitateur du François.

IL n'appartient peut-être pas , Messieurs , au Député d'une contrée , où le dédale de la politique est méconnu , d'en saisir le fil dirigé par les génies tutélaires de la Nation , mais , au moins , Messieurs , qu'il me soit permis de vous soumettre quelques réflexions.

Des bruits se répandent que la Jamaïque ne veut plus ressortir du Parlement d'Angleterre , & qu'elle prétend n'en reconnoître , dorénavant , que le Roi.

POUVEZ-VOUS penser un seul instant , Messieurs , que la Jamaïque , dénuée de toutes forces intérieures & des moyens de défense extérieure , osât jamais prononcer une pareille déclaration , si elle n'étoit suggérée par le Parlement lui-même , qui ne peut avoir un autre vœu & d'autres intérêts que ceux du ministère , & si cette déclaration est ainsi concertée , qu'en devez-vous conclure ? Une indépendance , sans doute , de toutes les Colonies Angloises & Françaises excitée , protégée & soutenue par toutes les forces de l'Angleterre. Le Prince Williams va partir , dit-on , avec douze vaisseaux de ligne pour commander la station des Isles du Vent ; on ajoute qu'il doit se déclarer le Protecteur de l'Indépendance des Colonies , comme notre Monarque l'a été de la nouvelle Angleterre : ce ne sont , peut-être , là que des conjectures , Messieurs ; mais si elles étoient fondées , la cause des désordres excités dans la Colonie , seulement parmi quelques Habitans des villes , qui n'ont rien à perdre , mais tout à gagner dans une révolution , ne seroit-elle pas alors clairement manifestée & pourroit-elle nous laisser encore des doutes ? Et pourquoi

donc M. Charles de Lameth, dans une des Séances tenues aux Jacobins, s'est-il efforcé de la trouver, au contraire, cette cause, dans les principes d'une espèce d'aristocratie (1) établie, pour me servir de ses expressions, entre les *grands Blancs* & les *petits Blancs*. Est-ce encore une hydre nouvelle que crée à plaisir, M. de Lameth, pour se procurer la gloire de la combattre? Mais, j'ose lui pronostiquer que, pour cette fois, les efforts de son courage seront impuissans à Saint-Domingue; que jamais il ne parviendra à y faire disparaître la différence qu'il y a entre celui qui possède & celui qui ne possède pas; que jamais il ne réussira à confondre aux yeux des Colons Américains, les nuances des couleurs dont la différence physique, morale & politique fera toujours la base de la Constitution d'un pays habité par des peuples libres & des peuples esclaves. Au reste, je ne demande pas à être cru sur parole; que M.

---

(1) Il n'est pas de pays dans le monde où l'égalité soit plus parfaitement établie, entre les Blancs, qu'à Saint-Domingue. M. de Lameth ne peut donc entendre par aristocratie entre les grands & petits Blancs, que la différence qui existe entre leurs fortunes.



de Lameth se transporte sur ses propriétés immenses dont il nous a souvent parlé & qu'il aille essayer de prêcher à mes Compatriotes la Religion qu'il est si aisé de professer aujourd'hui en France, où on ne connoît, où on ne doit connoître que la liberté.

M. de Lameth a encore ajouté, dans la même Séance, que la scission des Députés de Saint-Dominique avec les Colons Américains, résidens à Paris, avoit entraîné celle de la Colonie avec la Métropole. Cette idée auroit besoin d'être développée pour être entendue, car je vous avouerai, Messieurs, que je ne conçois pas comment, du choc des opinions d'où naît nécessairement la lumière, a pu s'échapper l'étincelle qui a embrasé nos Colonies; nos discussions avec nos frères de l'Hôtel de Maffiac, n'ont jamais eu pour but que le bien général; il est un pour nous, il ne peut être divisé, & nos intérêts communs nous rappellent tous au même principe; d'ailleurs on ne peut attribuer la source des désordres actuels à des motifs si vagues, sans être forcé de convenir, au moins, que les Colonies, dont les Députés n'ont aucun rapport avec les Colons de l'Hôtel de Maffiac; que les Colonies, qui n'ont pas même de Députés à l'Assemblée Nationale, devoient, au moins, être

exemptes des troubles qui agitent l'Isle de Saint-Domingue : & cependant , Messieurs , vous savez ce qui s'est passé à Cayenne , ce qui se passe encore à la Martinique. La scission des Colons de Saint-Domingue , résidens à Paris , avec leurs Députés a-t-elle donc pu influencer aussi sur les Colonies étrangères à leurs discussions & où elles sont ignorées. Je le demande à M. de Lameth lui-même ; Eh ! pourquoi donc ne veut-il pas voir la source du mal où elle existe réellement , dans les principes de la société des Amis des Noirs. C'est cette secte qui a répandu la tetteur dans toutes nos Colonies , qui y avoit même déjà éguisé ses poignards ; c'est cette secte , j'ose le dire , qui est la vraie cause déterminante de toutes les autres causes qui ont , malheureusement , excité l'insurrection qui désole nos Colonies & qui ne cessera que par l'extinction de cette Religion , aussi funeste aux intérêts de la France , qu'elle est meurtrière aux Colonies. Que ses partisans s'empressent donc de l'abjurer & qu'ils s'accusent, eux seuls , aux yeux de la Nation , des maux qui affligent notre Patrie ; qu'ils cessent , enfin , de chercher des coupables où il n'en existe pas ; le crime n'habite que dans le cœur de celui qui veut le mal.

Je m'arrête , Messieurs , & je vous propose le  
Décret suivant :

## D E C R E T.

### A R T I C L E   P R E M I E R.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE jugeant qu'elle ne peut  
prononcer sur les troubles de l'Isle Saint-Domingue ,  
sur les motifs qui les ont occasionnés , & sur les  
moyens propres à les apaiser , que préalablement  
elle n'ait entendu la dénonciation faite à l'Assemblée  
Nationale par M. le Marquis de Gouy d'Arfy , au nom  
de la Députation de Saint-Domingue , contre M. le  
Comte de la Luzerne , Ministre de la Marine.

A DÉCRÉTÉ & décrète l'ajournement de la plainte  
du Ministre de la Marine contre l'Assemblée Provin-  
ciale de la partie du Nord de Saint-Domingue , à  
l'époque qu'elle fixera pour entendre la dénonciation  
de la Députation de Saint-Domingue contre ce Ministre ,  
ordonne , néanmoins , que , vu la position critique où  
se trouve l'Isle de Saint-Domingue , M. le Président  
de l'Assemblée Nationale , se retirera pardevers le Roi.  
pour le supplier d'accueillir les vœux des Habitans  
de sa Colonie pour le retour de leur vertueux Gou-

verneur , le Marquis du Chilleau , dont la présence parmi eux est nécessaire pour rétablir l'ordre & la paix.

#### A R T I C L E   I I .

L'ASSEMBLÉE NATIONALE reconnoissant que la source principale des défordres dans les Colonies , provient des alarmes excitées par les maximes dangereuses d'une société qui s'est établie , sous le titre d'Amis des Noirs , décrète la dissolution de cette Société , comme destructive des principes du Commerce & de la sûreté des Colonies.

#### A R T I C L E   I I I .

L'ASSEMBLÉE NATIONALE déclarant qu'elle ne peut rien statuer sur les loix prohibitives , relatives aux Colonies , avant qu'elle ait reçu & entendu leurs réclamations , décrète l'ajournement sur la question des loix prohibitives , au tems où elle recevra du sein même des Colonies Françaises , leurs vœux légalement manifestés , sans , par cette raison , entendre s'opposer à la continuation de la Traite des Noirs.

#### A R T I C L E   I V .

L'ASSEMBLÉE NATIONALE considérant la différence

absolue du régime de la France à celui des Colonies ,  
déclarant , par cette raison , que son Décret des  
Droits de l'Homme , ne peut ni ne doit les concer-  
ner , décrète qu'il n'y fera pas promulgué sous quelque  
prétexte que ce puisse être ; décrète encore qu'elle  
reconnaît aux Colonies Françaises le droit de faire  
elles-mêmes leur Constitutions dont l'arrêté sera envoyé  
à leurs Députés près l'Assemblée Nationale pour être  
présenté à la sanction nécessaire.

---

*Nota.* Un Arrêté pris par la Députation des trois  
Colonies réunies , qui déclaroit formellement que le  
projet de Décret du Comité des Douze , étoit plus  
convenable aux intérêts des Colonies que celui indiqué  
ci-dessus , proposé par M. de Cocherel , l'a condamné au  
silence qu'ont réclamé d'ailleurs de lui ses Collègues  
au nom de la patrie.

---

A N N O N C E  
DE M. DE COCHEREL,  
A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

---

MESSIEURS,

Nos Commettans nous ont chargé expressément de vous supplier de vous expliquer d'une façon claire & précise sur le sort de leurs Nègres ; ils nous annoncent qu'ils regarderont comme une décision défavorable de votre part , un Décret de *il n'y a pas lieu à délibérer* , ou d'un ajournement quelconque ; ils ne verront dans ces Décrets qu'un délai au terme où doit se consommer leur ruine ; ils nous écrivent que votre silence mystérieux les tient dans un état d'incertitude funeste à la sûreté de leurs propriétés & de leur existence ; & si aujourd'hui, Messieurs, où cette grande question vous est soumise , au lieu de vous expliquer clairement, comme il appartient à des Législateurs sages & éclairés , vous vous contentez de décréter , que vous n'entendez pas , que la Constitution de la

France soit celle des Colonies , auxquelles vous laissez le soin de la faire elles-mêmes ; si vous ne déclarez pas formellement que votre Déclaration des Droits de l'Homme est incompatible avec le régime des Colonies , qu'elle n'y est pas admissible & qu'elle n'y sera pas promulguée , vous n'aurez rien fait pour les Colonies , Messieurs ; elles ne verront dans vos réticences que le projet certain d'une perte plus éloignée que les circonstances ne vous permettent pas d'effectuer aujourd'hui : en conséquence pour rassurer les Colonies , pour y ramener l'ordre & le calme dont elles ont besoin , pour les attacher à jamais à la Métropole , je vous propose le Décret suivant.

» L'ASSEMBLÉE NATIONALE considérant la différence  
 » absolue du régime de la France , à celui des Co-  
 » lonies , déclarant par cette raison que son Décret  
 » des Droits de l'Homme ne peut ni ne doit les  
 » concerner , décrète qu'il n'y sera pas promulgué  
 » sous quelque prétexte que ce puisse être , décrète  
 » encore qu'elle reconnaît aux Colonies Françaises  
 » le droit de faire elles-mêmes leur Constitution dont  
 » l'Arrêté sera envoyé à leurs Députés près l'Assemblée  
 » Nationale , pour être présentée à la sanction nécessaire.

---







# OBSERVATIONS

*DE M. DE COCHEREL, Député de  
Saint-Domingue, à l'Assemblée Na-  
tionale, sur la demande des Mulâtres.*

---

MESSIEURS,

LORSQUE les Députés de St-Domingue  
sont venus solliciter leur admission à  
l'Assemblée Nationale, ils vous ont an-  
noncé qu'ils étoient les Représentans des  
Communes de leur Pays ; ils vous ont  
déclaré qu'ils n'y connoissoient point la  
distinction des ordres ; ils vous ont dit  
qu'ils n'en connoissoient qu'un , celui  
d'hommes libres ; ils vous en ont pré-  
senté l'état de population qu'ils ont fait  
monter à environ 40 mille hommes ;  
vous avez fixé le nombre de leurs Dé-

A



E771  
L651d  
1.1

7/10

8/10

